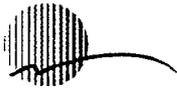




NATIONS
UNIES



CONVENTION-CADRE SUR LES
CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Distr.
GENERALE

FCCC/IDR.1(SUM)/GBR
4 avril 1997

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

RESUME

du

RAPPORT DE L'EXAMEN APPROFONDI DE LA COMMUNICATION NATIONALE

du

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

[Le texte intégral du rapport (en anglais seulement)
est publié sous la cote FCCC/IDR.1/GBR]

Equipe d'examen :

Paulo Motoki (Brésil)
Ivan Mojik (Slovaquie)
Markus Maibach (Suisse)
Jan Corfee-Morlot (Organisation de coopération et
de développement économiques)
Vitaly Matsarski (secrétariat de la Convention-cadre,
Coordonnateur du rapport)
Peer Stiansen (secrétariat de la Convention-cadre,
Coordonnateur de la visite)

Egalement disponible sur le réseau World Wide Web
(<http://www.unfccc.de>)

RESUME ¹

1. L'examen approfondi de la communication nationale a été réalisé entre septembre 1995 et décembre 1996 et marqué par une visite de l'équipe à Londres du 9 au 13 octobre 1995. L'équipe comprenait des experts du Brésil, de la Slovaquie, de la Suisse et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le Royaume-Uni a été une des premières Parties à soumettre une communication nationale au secrétariat; il a aussi soumis d'autres documents complétant et mettant à jour la communication nationale, en particulier le Rapport de situation de 1995 sur les émissions de dioxyde de carbone.

2. Le Royaume-Uni se suffit pratiquement à lui-même en énergie, disposant de réserves considérables de pétrole, de gaz naturel et de charbon. Il a également une industrie nucléaire considérable, qui compte actuellement pour 18 % environ de la capacité de production d'électricité. En 1990 sa consommation d'énergie par habitant était inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE (3,7 tonnes équivalent-pétrole (tep), contre 4,8 % pour les pays de l'OCDE); ce niveau était toutefois légèrement plus élevé que la moyenne de la Communauté européenne (3,6 tep). Une restructuration radicale de l'économie britannique, comprenant notamment la privatisation et la libéralisation du secteur de l'énergie, se déroule depuis le début des années 80. L'abolition des subventions à l'industrie charbonnière, ainsi que les transformations du secteur de l'électricité et du marché du gaz, ont eu pour effet de donner la préférence au gaz naturel pour la production d'électricité. Le dosage des combustibles utilisés pour cette production a beaucoup changé au Royaume-Uni pendant la période 1990-1994. La part du charbon a diminué, tombant de quelque 65 % à 50 % environ, et celle du pétrole de 11 à 5 %; la part de l'énergie nucléaire est passée de 21 à 29 % et celle du gaz naturel de moins de 1 % à 13 %. Cette évolution a entraîné une forte et bénéfique réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). Les réductions globales projetées pour les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) jusqu'en l'an 2000 seront dues principalement à l'utilisation de combustibles à faible teneur en carbone, ainsi qu'à une utilisation accrue du gaz naturel et de l'énergie nucléaire au détriment du charbon et du pétrole. La plupart de ces réductions devraient avoir lieu dans le secteur de l'électricité. L'objectif original du programme du Royaume-Uni pour les GEC fixé en 1994 consistait à ramener les émissions de CO₂ en l'an 2000 à leur niveau de 1990, en réalisant une réduction de quelque 37 000 Gg de CO₂, soit 10 millions de tonnes (Mt) de carbone (C). Depuis mars 1995, le Royaume-Uni pense pouvoir dépasser cet objectif en ramenant ses émissions de CO₂ d'ici l'an 2000 à un niveau inférieur de 4 à 8 % (22 000-48 000 Gg, soit 6-13 Mt C) à ceux de 1990.

3. Dans le cadre de sa politique concernant le changement climatique le Royaume-Uni applique une stratégie "gaz par gaz" à la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et s'est engagé à prendre des mesures visant

¹Conformément à la décision 2/CP.1 de la Conférence des Parties, le texte intégral de ce rapport a été communiqué au Gouvernement du Royaume-Uni, qui n'a pas fait d'autres observations à son sujet.

à ramener les émissions des principaux GES au niveau de 1990 d'ici 2000. Dans l'ensemble, les émissions de CO₂ ont diminué au cours de la période 1970-1985. L'on a toutefois assisté pendant la deuxième moitié des années 80 à une légère tendance à la hausse, avec quelques fluctuations peu importantes. L'inventaire de 1990 mis à jour en octobre 1995 révèle que les émissions de dioxyde de carbone (non compris l'absorption de CO₂ due à une modification de l'utilisation des sols et à la sylviculture) se sont élevées au total au Royaume-Uni à 577 012 Gg. En ce qui concerne le potentiel de réchauffement planétaire en 1994, le CO₂ comptait en 1990 pour 80 % environ des émissions totales de gaz à effet de serre. Les chiffres relatifs des inventaires d'émissions anthropogènes de CO₂, non compris la modification de l'utilisation des sols et la sylviculture, sont les suivants pour 1991-1994 par rapport à 1990 (100 %) : 1991 - 101 %, 1992 - 98 %, 1993 - 96 %, 1994 - 94 %, ce qui confirme la tendance générale à la baisse des émissions totales de ce gaz. Les émissions totales de méthane en 1990 se sont élevées à 4 531 Gg, avec une réduction estimée de 14 % d'ici 1994. Les émissions d'oxyde nitreux (N₂O) ont atteint au total 108 Gg, le monoxyde de carbone (CO) 6,7 Gg, l'oxyde nitreux (NO_x) 2 740 Gg et les composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) 25 400 Gg. Le Royaume-Uni s'est fondé en grande partie sur ses propres méthodes pour évaluer les émissions de gaz à effet de serre et a suivi de près le format de notification du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). L'équipe chargée de l'examen était d'avis que dans l'ensemble l'information sur les inventaires fournie par le Royaume-Uni était de grande qualité, transparente et homogène.

4. L'équipe a noté qu'à l'heure actuelle la plupart des mesures appliquées ou envisagées dans le programme du Royaume-Uni étaient des mesures du type "sans regrets" ou présentaient d'autres avantages tels que l'augmentation générale des revenus, et que la réduction des émissions de gaz à effet de serre (en particulier le CO₂) réalisée jusqu'à présent était due en grande partie au remplacement de certains combustibles par d'autres, suite à la libéralisation du marché de l'énergie. Le programme, qui est coordonné par le Cabinet, comprend plusieurs politiques et mesures mettant l'accent sur une plus grande efficacité énergétique du côté de l'offre et sur des programmes d'économie d'énergie du côté de la demande. Les politiques et mesures appliquées conformément au programme permettront en moyenne une économie supplémentaire de 27 500 Gg des émissions de CO₂, soit environ 7,5 Mt C d'ici l'an 2000. La stratégie consistant à accroître chaque année les redevances sur les combustibles d'au moins 5 % en moyenne par rapport au taux d'inflation est une mesure importante visant à réduire les émissions de CO₂. Elle permet aux automobilistes de réagir de manière très efficace et très souple en conduisant moins, en achetant des véhicules consommant moins de carburant ou en adoptant des styles de conduite plus économiques. L'équipe a constaté que le l'Energy Saving Trust était un mécanisme original, doté d'un potentiel considérable pour la réduction des émissions, à condition qu'on puisse en financer suffisamment les activités. Elle a noté que la stratégie du Royaume-Uni pour la lutte contre les changements climatiques dépendait dans une large mesure d'une approche entre partenaires (y compris les accords volontaires avec l'industrie) et que la surveillance des activités liées au climat jouait un rôle majeur compte tenu du fait que sans mesures supplémentaires les émissions de gaz à effet de serre pourraient commencer à augmenter dès le début du siècle prochain.

5. Des projections ont été établies à la fois "avec intervention" et "sans intervention". Les résultats de la modélisation montrent que, avec les hypothèses retenues, les émissions de CO₂ en l'an 2000 projetées dans chaque scénario ne dépasseraient pas leur niveau de 1990 même sans les mesures supplémentaires énoncées dans le programme relatif aux changements climatiques. Pendant la période comprise entre 2000 et 2020, chaque scénario laisse prévoir une augmentation des émissions de CO₂, qui subiront une augmentation importante de 2000 à 2005, après quoi elles atteindront un niveau à peu près stable pour remonter brusquement de nouveau entre 2010 et 2020. Cette tendance traduit le fait que les réserves britanniques de gaz naturel pourraient diminuer, que la demande d'énergie augmentera probablement et que la majorité des centrales nucléaires parviendront à la fin de leur durée de vie utile peu après l'an 2000. Les projections font apparaître que les émissions de gaz autres que le CO₂ continueront à diminuer (comme cela a été le cas entre 1990 et 1995). Le Royaume-Uni envisage de mettre au point des procédures améliorées pour surveiller les effets des mesures individuelles de lutte contre le CO₂. Ces procédures dépendront du genre de mesures adoptées et, par exemple, comprendront des modèles économétriques destinés à évaluer les effets des mesures budgétaires, des informations en retour données par les industries sur les accords volontaires, une appréciation des résultats de l'adoption de nouvelles normes et des données statistique nationales sur la production combinée de chaleur et d'électricité et les sources d'énergie renouvelables.

6. Les changements climatiques pourraient avoir des répercussions importantes dans certains secteurs et dans certaines régions du Royaume-Uni, tantôt bénéfiques, tantôt défavorables. Les recherches dans ce domaine vont se poursuivre dans le but de définir des mesures d'adaptation éventuelles dans les secteurs et zones vulnérables. Le Royaume-Uni n'a pas appliqué jusqu'à présent de mesures d'adaptation particulières mais les stratégies d'intervention sont étudiées dans le cadre de l'évaluation des effets en plus des mesures du Ministère de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation destinées à protéger le littoral du pays.

7. Le Royaume-Uni a largement contribué au Fonds pour l'environnement mondial, à la fois au cours de la phase pilote et pour sa reconstitution, et a mis au point des stratégies spéciales pour l'assistance écologique, concernant notamment les changements climatiques. Le Royaume-Uni a engagé un total de 130 millions de livres envers ce fonds et arrive au cinquième rang des donateurs. Le transfert de la technologie et des connaissances pratiques est un élément capital de la plupart des projets d'assistance. Le Royaume-Uni reconnaît tout particulièrement le rôle du secteur privé dans le transfert de la technologie et a lancé une "initiative de partenariat technologique" pour faciliter ce transfert.

8. L'équipe a estimé que le Royaume-Uni devait être félicité pour l'ampleur et la qualité de ses recherches tant nationales qu'internationales sur les changements climatiques. En plus des recherches sur la méthodologie des inventaires, les sources d'énergie renouvelables, les différentes mesures possibles de réduction et l'évaluation de leurs effets, un programme global de recherche sur le climat est en cours. Le Royaume-Uni a fourni des unités d'appui technique qui ont facilité la rédaction du rapport du IEC sur le forçage radiatif et des Lignes directrices du GIEC pour les inventaires

nationaux de gaz à effet de serre. Il finance les activités de l'unité d'appui technique du Groupe de travail I du GIEC, qui est responsable des aspects scientifiques de l'évolution du climat. Selon les estimations, le Royaume-Uni a dépensé quelque 200 millions de livres en 1993-1994 pour des recherches sur les changements climatiques.

9. Quelque 130 millions de livres ont été consacrées depuis 1990 à des programmes de sensibilisation et de consultations sur l'efficacité énergétique et les économies d'énergie. Les groupes visés comprennent des secteurs particuliers de l'économie, les consommateurs, les organisations non gouvernementales et les ménages. Le Programme des meilleures pratiques exécuté par la Direction de l'environnement et de l'énergie est le principal programme du Gouvernement pour la diffusion d'informations sur les mesures d'efficacité énergétique les plus rentables. Le Gouvernement reconnaît la nécessité de disposer d'un organe pouvant coordonner et promouvoir l'enseignement de l'efficacité énergétique dans les écoles. Il considère que le Centre de recherche, d'éducation et de formation en énergie (CREATE) est le mieux placé pour remplir ce rôle et il a accru l'aide qu'il apporte à ses activités. De nombreux groupes écologiques fournissent des renseignements sur les effets des gaz à effet de serre et sur les conséquences écologiques pour les individus de la consommation d'énergie. Des organisations industrielles non gouvernementales jouent un rôle important dans la conclusion et la mise en oeuvre d'accords volontaires, qui constituent un élément essentiel de la politique du Royaume-Uni en matière de changement climatique.
